



« Attendez les Uzis » : Les relations israéliennes avec Martin Luther King et les leaders africains n'étaient guère idéales dans les années 60, malgré la nostalgie

Description

Par Eitay Mack, le 21 juillet 2020



David Dacko, président de la République de Centrafrique (assis à gauche) rencontre le président d'Israël Yitzhak Ben-Zvi pendant une visite à Bangui en août 1962. Photo Wikipedia issue du Bureau de presse du gouvernement israélien. Ben-Zvi a fait des observations racistes sur la population du pays de son hôte, selon les documents d'archives.

Il y a une idéologie révisée sur l'État d'Israël, construite dans l'imagination du public progressiste juif-américain et dans les têtes des journalistes, historiens et écrivains devenus des idéologues aux États-Unis à cause de la version facile - digérer l'État d'Israël qu'il offre : à savoir que, avant les mandats du Premier ministre Benjamin Netanyahu, l'État d'Israël était une utopie et que c'est seulement Netanyahu et l'occupation prolongée des territoires palestiniens depuis 1967 qui ont réussi à la détruire. Selon cette idéologie fautive, Israël est un État paranormal qui jusqu'à l'arrivée de Netanyahu avait

toujours agi pour des motifs fondés sur des valeurs et dont les erreurs étaient faites en toute innocence. Quand une telle perception est en conflit avec la réalité, ceux qui y croient sont forcés de réviser les faits historiques ou de les ignorer, ou d'utiliser la carte de l'antisémitisme pour réduire au silence la critique.

Un des derniers exemples de cette idéologie fautive est un article publié le 16 juin par le journaliste Chemi Shalev, qui est le rédacteur américain et le correspondant aux États-Unis du journal Haaretz. Shalev a écrit qu'il y a 60 ans, l'État et les citoyens d'Israël avaient de l'empathie pour le combat des Noirs du monde entier.

Shalev a affirmé que quand le combat pour l'égalité des Noirs a culminé aux États-Unis, le pays socialiste qu'était Israël se voyait comme un champion de l'Afrique en train de s'occuper et sa sympathie s'étendait aux descendants du continent aux États-Unis. Le gouvernement a essayé à plusieurs reprises mais sans succès d'inviter Martin Luther King en visite officielle, malgré la crainte que cela contrarierait les gouvernements américains successifs. »

Shalev a listé les motifs qui auraient brisé l'idylle :

« Cinquante-trois années d'occupation depuis la Guerre des Six-Jours ont fondamentalement changé Israël. Après plus de 40 ans de régime de droite, les Israéliens s'identifient, et sont identifiés, avec les Blancs dirigeants plutôt qu'avec les Noirs opprimés. L'ethnocentrisme, le fondamentalisme juif et l'hostilité envers les Palestiniens, il semble, ont engendré un racisme flagrant contre les minorités en général, comme la propre minorité noire d'Israël peut en attester. La sympathie pour l'Afrique et les mouvements de libération du Tiers Monde ont été supplantés par une admiration croissante pour les dirigeants forts, autoritaires et souvent racistes, le président Trump en tête. »

L'illusion n'est pas propre à Shalev. C'est une croyance largement répandue. Dans son article, Shalev a essayé de résoudre un mystère : pourquoi le gouvernement israélien et la plupart du public israélien sont exceptionnellement silencieux sur les manifestations de Black Lives Matter [Les Vies noires comptent], bien qu'une grande partie de la communauté juive américaine et de ses leaders soutiennent les manifestations et y participent. Shalev a décidé de pointer son doigt sur les écueils habituels : la longue occupation et le gouvernement de droite en Israël.

Cette conception ne correspond pas aux documents historiques des Archives nationales de l'État d'Israël.

Sur la question des relations d'Israël avec Martin Luther King Jr., les rares documents qui ont été rendus accessibles dans les archives contredisent la version des événements donnée par Shalev. Le gouvernement israélien s'est effectivement opposé à l'invitation de King en 1962, parce qu'il était un « militant » et que l'invitation contrarierait les dirigeants du Sud. Le gouvernement a bien changé d'avis plus tard, mais c'était seulement après que King gagne le prix Nobel et même alors Israël a parlé de promouvoir le tourisme en invitant King.

King a été invité en 1962 par le Syndicat général israélien des travailleurs (Histadrut). Le gouvernement n'était pas enthousiasmé par la visite. Selon un télégramme du 14 août 1962, qui a été envoyé aux bureaux des Affaires étrangères israéliens à New York et en Israël, par Zeev Dover, le consul israélien à Atlanta, King était un « militant » et une « étoile montante dans le leadership noir ». Mais à la suite de ses arrestations à Albany, en Géorgie dans le cadre des manifestations à large échelle contre la ségrégation dans la ville, le consul a dit : « la rage de ceux qui s'opposent à la déségrégation a été dirigée contre lui ».



Martin Luther King Jr.

Dover a mis en garde que « la visite de King en Israël endommagerait instantanément notre image et notre travail dans les États-Unis du Sud ». Selon Dover, donc, on pouvait douter des bénéfices de la visite de King en Israël et il s'y est opposé, écrivant : « notre invitation de King pour une visite dans un pays étranger de quelque organisation que vienne l'invitation peut être interprétée comme une expression de soutien ou de sympathie pour lui et engendrera des réactions fortement négatives. En tout cas, nous ne devrions pas être le premier pays à accorder à King un statut international, pour ainsi dire ».

King a accepté l'invitation du syndicat, mais la visite n'a jamais eu lieu. Ensuite il a gagné un statut international en recevant le prix Nobel pour la paix en octobre 1964. Et le gouvernement israélien a fait volte-face. Le mois suivant, Le Premier ministre adjoint Abba Eban lui a offert une visite officielle. Un an et demi plus tard, le consul israélien à New York, Michael Arnon, a dit que le ministre des Affaires étrangères avait offert à King de conduire une délégation de pèlerins en Israël. Arnon présentait l'offre comme un effort du ministre du tourisme pour encourager les pèlerinages noirs dans des dimensions importantes.

King n'a jamais visité Israël. Mais ces documents suggèrent que l'État d'Israël a agi pour des motivations opportunistes et pas par une identification, fondée sur des valeurs, avec la lutte de King et la lutte des Noirs aux États-Unis ou n'importe où ailleurs.

Toute aussi incorrecte est la description donnée par Shalev de la sympathie de l'État d'Israël pour les mouvements de libération en Afrique. Cette idée reçue est partagée par beaucoup aux États-Unis, et en particulier par le public progressiste juif américain.

Un examen de dizaines de milliers de pages de documents dans les dossiers du ministre des Affaires étrangères aux Archives nationales israéliennes montre que bien avant la guerre de 1967, l'État d'Israël était lié d'amitié avec des régimes non-démocratiques. En dehors des intérêts économiques à développer et à exporter l'industrie israélienne, les efforts diplomatiques israéliens étaient concentrés sur le fait de persuader divers États de soutenir la position de l'État d'Israël sur la question des réfugiés palestiniens de la guerre de 1948, autrement dit, de soutenir le fait qu'Israël les empêchait de retourner

sur leurs terres et de récupérer des biens volés, ainsi que de les convaincre de s'opposer aux efforts des pays arabes, menés par le dictateur égyptien Gamal Abdel Nasser, pour contester la légitimité d'Israël.

Pour ce faire, dès le début des années 1960, l'État d'Israël a fourni de l'aide militaire à presque tous les pays africains sub-sahariens, du Libéria à Madagascar. L'aide militaire incluait de l'entraînement et des armes, mais aussi la construction à partir de rien d'unités militaires et policières entières. En particulier, le Mossad israélien (l'institut israélien pour le renseignement et les opérations spéciales) a aidé à l'établissement et à l'entraînement de services de sécurité intérieure et de services de renseignement. Dans certains pays, les forces de sécurité qu'Israël a aidé à entraîner et à établir dans les années 1960 ont été des éléments clés dans la répression et dans les efforts pour empêcher pendant des décennies une transition vers un régime démocratique.

Trois exemples:

Au début des années 60, l'État d'Israël a entraîné des unités militaires entières pour le dictateur congolais Mobutu Sese Seko et a fourni l'aide militaire qui a été essentielle pour qu'il établisse sa dictature au Zaïre.

À la même époque, l'État d'Israël a soutenu par des armes et de l'entraînement l'Ouganda, a donné des conseils personnels à Idi Amin, et, en fait, l'a aidé à construire l'infrastructure pour le coup militaire qui l'a amené plus tard au pouvoir, en janvier 1971.



Le président ougandais Idi Amin rencontre la Première ministre israélienne Golda Meir en 1971 en Israël.

Au Rwanda, l'État d'Israël a aidé le dictateur Grégoire Kayibanda en entraînant ses officiers et en établissant avec le Mossad le service de sécurité intérieure.

Israël s'attendait à ce qu'en retour pour l'aide militaire, le Rwanda soutienne sa position sur la question des réfugiés palestiniens, parmi d'autres choses. Selon un télégramme du 21 octobre 1966, envoyé au ministre des Affaires étrangères par Aryeh Levin, le représentant d'Israël à Kigali, Levin rencontra le dictateur Kayibanda et lui expliqua la position d'Israël sur la question des réfugiés: « Nous pouvons attendre de nos amis, particulièrement de ceux qui le sujet n'est pas familier à une meilleure compréhension et une meilleure coopération ».

Le dictateur rwandais était accommodant. Kayibanda exprima son soutien à la position d'Israël sur la question des réfugiés palestiniens, disant que leur accorder un soutien international perpétuel devrait être évité car « c'est l'ouverture vers une intervention dans vos affaires intérieures ». Kayibanda demanda à Levin de remettre au ministre des Affaires étrangères du Rwanda une lettre détaillant les demandes d'Israël sur la manière dont le pays devrait voter sur les diverses solutions et il promit qu'ils s'efforceraient de se conformer aux requêtes d'Israël.

Un des pays dans lequel l'implication israélienne est moins connue du public est la République centrafricaine (RCA). Récemment, plusieurs dossiers du ministère des Affaires étrangères ont été ouverts au public dans les archives nationales d'Israël, à propos de liens entre les deux pays dans les années 1960. La plupart des dossiers et des documents restent confidentiels.

La relation entre Israël et la République de Centrafrique commença immédiatement après que cette dernière a reçu son indépendance de la France en août 1960. Israël a pris des mesures « pour occuper » en offrant d'accorder 15 bourses d'études supérieures à de jeunes Africains. L'ambassadeur d'Israël à Paris, Walter Eytan, rencontra le président David Dacko, qui devint très vite un dictateur, dans sa capitale Bangui et écrivit au directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien dans un câble du 5 décembre 1960 que l'initiative israélienne d'accorder des bourses avait causé beaucoup d'excitation. Il ajoutait :

« Je recommande que vous nommiez un représentant à Bangui, quoi que puisse être son titre. C'est un pays que nous pouvons facilement occuper et jusqu'à un certain point nous l'avons déjà occupé ».

L'attitude raciale de l'État d'Israël vis-à-vis de la République de Centrafrique, en tant qu'État faible pouvant être exploité pour avancer ses propres intérêts, se reflétait dans un autre câble envoyé par l'ambassadeur Eytan deux jours plus tard sur sa visite dans le pays. L'ambassadeur Eytan, qui avait immigré en Israël depuis la Grande-Bretagne, écrivait qu'il n'y avait aucun quotidien imprimé dans le pays, qu'il y avait peut-être dix personnes avec une éducation universitaire et écrivait comment « il y a beaucoup de ressources naturelles, mais elles sont sous-développées. De terribles maladies y ont cours et rien que marcher dans la ville et voir tous les pauvres gens malades est effrayant, y compris des lépreux et des gens rampant sur le sol comme des animaux. »

L'ambassadeur Eytan ne blâmait pas le régime colonial français pour la régression de l'état et la pauvreté de ses résidents, mais, de manière raciste, purement le caractère des habitants : « Les gens ne font pas l'effort de travailler, bien que le climat ne soit pas si mauvais et qu'en tout cas cela ne puisse être une excuse pour ne pas travailler. Je pense que les gens sont certainement capables de travailler s'ils avaient un objectif et un but, et cela sera un des premiers rôles du nouveau gouvernement (peut-être avec notre aide ?). »

Dans un autre télégramme du 29 mars 1961, l'ambassadeur Eytan affirmait que Dacko, un ancien professeur d'école primaire, « est un produit typique de son pays et de son peuple », et caractérisait la République de Centrafrique comme « un état primitif (mais attrayant) ».

En avril 1961, une première délégation de la RCA arriva en Israël, dans une visite caractérisée par des incidents raciaux des deux côtés, qui suggèrent assez peu de valeurs partagées. Par exemple, selon un rapport du 30 avril 1961 sur cette visite, écrit par Yosef Krieger du ministère des Affaires étrangères israélien, après la rencontre entre des membres de la délégation de la RCA et le ministre adjoint de la Défense Shimon Peres et après la visite des quartiers-généraux de la GADNA (programme pré-militaire israélien), le ministère des Affaires étrangères plaça d'abord la délégation africaine dans un hôtel sans douches ni accessoires pour le bain dans la chambre. Une personne de la délégation de la RCA ayant assisté au procès Eichmann, qui venait de commencer à Jérusalem, demanda à plusieurs reprises aux représentants du ministère des Affaires étrangères israélien si la persécution des juifs dans le monde entier n'était pas causée par leur assassinat de Jésus. Le chef de la délégation, le ministre d'état Marcel Dozima, déclama à maintes reprises à ses hôtes israéliens de fournir des femmes aux hommes de la délégation.

Cette visite déplorable en Israël et le fait que David Dacko soit devenu rapidement un dictateur, éliminant toutes les oppositions à son régime, n'ont pas interféré avec le renforcement des relations entre les deux pays.

Selon un câble du 6 décembre 1961, le nouvel ambassadeur israélien à Bangui, Ephraïm Ben-Haim, a dit que dans une rencontre avec Dacko, le président avait exprimé son soutien à la position d'Israël sur les réfugiés palestiniens, promis de persuader d'autres dirigeants d'Afrique sur cette question, affirmant l'établissement d'une ambassade à Jérusalem et demandant à Israël de coopérer à l'industrie du diamant. Dacko a déclaré : « En Israël il y a les meilleures usines du monde et nous avons à côté de ce qu'on m'a dit les meilleurs diamants du monde ».

Dans un autre câble 11 jours plus tard, l'ambassadeur Ben-Haim écrivit qu'il était arrivé à un accord avec Dacko pour envoyer le chef de l'unité de la sécurité intérieure s'entraîner en Israël et que lui (Ben-Haim) voudrait envoyer le représentant du Mossad pour l'Afrique de l'Ouest en RCA. Dacko avait aussi annoncé qu'il aimerait envoyer des officiers de l'armée s'entraîner en Israël.

La réunion avec le Mossad eut lieu. Dans un câble du 6 février 1962, Ben-Haim résuma la réunion, à laquelle il avait assisté, entre Dacko et le représentant du Mossad pour l'Afrique de l'Ouest, David Kimche (dont le nom sous couverture était « David Sharon »). Kimche se mit d'accord avec Dacko sur l'envoi par la RCA de trois ou quatre personnes pour un cours en Israël qui durerait 3-4 mois, de sorte qu'après leur retour ils établiraient tout un nouveau service

de s'occuper pour le pays. Kimche interviewa même les candidats à l'entraînement en Israël. Il fut aussi noté que Dacko demandait à Israël d'arranger un cours spécial pour dix officiers militaires de haut-rang qui deviendraient plus tard conjointement chefs d'état-major de la République de Centrafrique.

Selon un cable daté du 6 février 1962, envoyé par l'ambassadeur Ben-Haim, Dacko demanda qu'un officier de l'armée israélienne (IDF) prenne la tête de ses collaborateurs et que des officiers israéliens des IDF soient présents aux quartiers-généraux de l'armée. Ben-Haim informa du refus d'Israël de permettre à des officiers israéliens de servir sous commandement français, mais accepta qu'ils soient sous le commandement du chef d'état-major de Centrafrique, Jean-Bédel Bokassa. Dans un cable du 14 mars 1962, l'ambassadeur Ben-Haim écrivit que Dacko demandait qu'un attaché militaire israélien soit envoyé à l'ambassade à Bangui pour être son conseiller personnel, mais secret : « il viendrait incognito chez moi ».

De plus, Dacko demandait qu'Israël lui prêle un code de communication secret spécial parce que « tout ce qu'il a est bien connu des Français et il se fiche que nous connaissions son code ». L'ambassadeur Ben-Haim répondit à Dacko qu'envoyer un attaché militaire israélien à Bangui, qui servirait aussi comme son conseiller personnel, pourrait créer des problèmes avec les Français, mais qu'en ce qui concerne le code, il écrirait au Mossad et le recommanderait positivement.

Selon un cable du 14 février 1962, envoyé par le département sur l'Afrique au ministre israélien des Affaires étrangères, il fut convenu avec Dacko qu'un officier israélien dirigerait l'école de commandement de l'armée et qu'Israël serait seul responsable de l'exécution d'un programme d'entraînement (y compris l'envoi des entraîneurs) pour les soldats, qui devrait durer environ un an et demi. Dacko demanda encore un cours spécial pour dix officiers de haut-rang qui formeraient conjointement ses chefs d'état-major.

Dans un cable, David Kimche écrivit qu'il s'était mis d'accord avec Dacko sur ces questions. Tandis que dans un autre cable, l'ambassadeur Ben-Haim annonçait qu'Israël serait prêt à partager le coût de l'entraînement des soldats centrafricains.

Des visites officielles suivirent. Le 6 juin 1962, Dacko fit une visite officielle de 11 jours dans l'État d'Israël et rencontra le Premier ministre David Ben-Gourion. Pendant la visite, les deux dirigeants signèrent divers accords de coopération, qui incluaient des appendices secrets. Le 5 août 1962, le président israélien Yitzhak Ben-Zvi visita la RCA et présenta ensuite un résumé de sa visite, qui incluait aussi des remarques racistes : il décrivait les habitants comme « pauvres, mais il semble qu'ils ne souffrent pas de la pauvreté, ils dansent et chantent ». Il remarqua aussi que « la richesse de la nature a coûté leur perte, parce qu'elle a causé de la paresse » et qu'il n'est pas évident que le peuple ait souffert de l'esclavage.

Une délégation d'officiers des IDF voyagea en RCA en avril 1963, offrit des exercices militaires et entraîna des commandants et des officiers. Appliquant le modèle israélien NAHAL[1], en plus des exercices militaires et de l'entraînement, ils offrirent aussi une formation en agriculture et dans l'établissement de colonies. Parmi d'autres choses, ils mirent en place un centre d'entraînement au

nom du dictateur (Â« Village David Dacko Â»). La personne en charge du programme NAHAL pour la jeunesse Â©tait le lieutenant colonel Moshe Ben-Or, qui reÃ§ut de Dacko le titre de Â« Haut Commissaire Â la Jeunesse Â». Dans un cable que Ben-Or envoya le 5 mars 1963, il dÃ©crivit lâ??enthousiasme des gens de Bangui devant la prÃ©sentation des jeunes gens qui recevaient lâ??entraÃ®nement des IsraÃ©liens. Comme il le dit, les gens Â©taient particuliÃ¨rement ÂmerveillÃ©s par la dÃ©monstration de judo et de combat au bÃ©ton.

Dans un cable de mai 1963, lâ??ambassadeur Ben-Haim Â©crivit quâ??Ã un autre Â©vÃ©nement, observÃ© par le prÃ©sident du parlement, des membres du gouvernement et le chef d'Ã©tat-major, Dacko loua les entraÃ®neurs israÃ©liens et dit quâ??il voulait leur donner des mÃ©dailles d'honneur mais que le gouvernement israÃ©lien n'Ã©tait pas d'accord. Dans un cable du 16 avril 1963, lâ??ambassadeur Ben-Haim demandait au ministÃ¨re des Affaires Ã©trangÃ¨res d'envoyer en RCA un conseiller sur lâ??information et la propagande. En 1963, Moshe Dayan, lâ??ancien chef d'Ã©tat-major de lâ??IDF et ministre de lâ??Agriculture, visita aussi la RCA.

Lâ??entraÃ®nement conduisit Ã plus. Dans un cable de mai 1963 de lâ??ambassade israÃ©lienne Ã Bangui, il est Â©crit que le reprÃ©sentant du ministre israÃ©lien de la DÃ©fense, Israel Ben-Heschel, avait demandÃ© et reÃ§u lâ??autorisation d'envoyer en RCA 20 mitraillettes Uzi, ainsi que lâ??autorisation de Isar Harel, directeur du Mossad, d'y entraÃ®ner une unitÃ© de sÃ©curitÃ©.

Selon ce tÃ©lÃ©gramme, lâ??entraÃ®nement de lâ??unitÃ© par le Mossad eut lieu, mais lâ??expÃ©dition des mitraillettes Uzi fut suspendu pour des raisons techniques, Ã cause des vacances, et on fit la promesse quâ??elles seraient envoyÃ©es bientÃ´t. Le ministÃ¨re des Affaires Ã©trangÃ¨res demanda Ã lâ??ambassade de Bangui de clarifier si les Uzis devaient Ãªtre envoyÃ©es directement au palais du dictateur ou Ã lâ??ambassade en tant que colis diplomatique. Dans un autre tÃ©lÃ©gramme sur la mÃªme question, envoyÃ© Ã lâ??ambassadeur Ben-Haim, il Â©tait Â©crit que Dacko Â©tait absent, en visite en Ã©thiopie, mais quâ??il avait donnÃ© des instructions Ã lâ??un de ses compatriotes Ã Bangui d'attendre les Uzis Â».

Eytan, lâ??ambassadeur israÃ©lien Ã Paris, rencontra Dacko en Ã©thiopie et rapporta que Dacko lui disait que lâ??ambassadeur israÃ©lien Ã Bangui Â« Â©tait saint, comprend toujours la valeur politique des choses matÃ©rielles et le besoin quâ??on a d'elles Â», et demandait que lâ??Ã©tat d'IsraÃ©l mette en place dans la capitale un centre pour les associations du parti dirigeant (MESAN). Les diplomates israÃ©liens Â©taient divisÃ©s sur ce plan, certains le voyant comme crÃ©ant un problÃ¨me de corruption. Finalement, Shlomo Hillel, le directeur du dÃ©partement sur lâ??Afrique au ministÃ¨re des Affaires Ã©trangÃ¨res, dÃ©clara son opposition Ã la requÃªte de Dacko au motif que cela crÃ©erait un prÃ©cÃ©dent pour des demandes similaires d'autres nations.

MalgrÃ© le refus israÃ©lien d'Ã©tablir un centre pour le parti dirigeant, les IsraÃ©liens aidÃ¨rent le parti. Depuis que Dacko s'Ã©tait emparÃ© du pouvoir, le parti Â©tait principalement une fiction et n'Ã©tait pas d'Ã©tablissements actifs. Dacko voulait donner lâ??apparence que la RCA Â©tait un Ã©tat dÃ©mocratique avec une activitÃ© politique animÃ©e, mais, en fait, seule lâ??activitÃ© politique du parti dirigeant Â©tait lâ©gale. Selon un tÃ©lÃ©gramme du 20 octobre 1963, un fonctionnaire nommÃ© Yitzhak Tsarfaty voyagea en RCA pour aider Dacko Ã Ã©tablir des institutions effectives pour le parti dirigeant et pour entraÃ®ner les directeurs de secteurs.

MalgrÃ© les riches trÃ©sors naturels du pays, Dacko ne rÃ©ussit pas Ã amÃ©liorer la situation Ã©conomique, Ã cause du haut niveau de corruption et du manque d'investissement dans des

infrastructures. Dans un télégramme du 14 novembre 1963, Eytan, l'ambassadeur israélien à Paris, écrivit que Dacko lui avait dit qu'il avait décidé que les prochaines célébrations de la Journée de l'indépendance seraient les dernières jusqu'en 1966 et que, dans les trois années suivantes, tous les congés et toutes les célébrations seraient annulés pour que le peuple puisse se consacrer au travail.

Les Israéliens eurent un rôle actif dans le pillage de ces ressources. Selon un télégramme du 12 février 1962, l'ambassadeur Ben-Haim soumit une ébauche d'accords à Dacko pour former une compagnie diamantaire et une compagnie de développement, qui devaient être la propriété conjointe des deux pays. Et deux mois plus tard, les deux pays établirent une compagnie jointe de traitement et de commercialisation de diamants appelée ICAD. La compagnie donna à Israël un monopole sur la commercialisation des diamants de l'état. À cette fin, les Israéliens travaillant dans l'industrie

des diamants allèrent en RCA et y restèrent régulièrement. Dans un câble de date inconnue en 1962, il était affirmé que Dacko avait même accepté d'avoir un Israélien à la tête des mines du pays.

Le monopole du diamant donné à Israël souleva la colère tant en France qu'en l'intérieur même de la RCA. Donc, à un certain point, il fut décidé avec Dacko qu'ICAD devrait commencer à payer des impôts. Selon un câble envoyé le 30 septembre 1963, la France demanda qu'ICAD soit démantelée et qu'une nouvelle compagnie soit établie, dont 50% seraient la propriété de la RCA, 25% celle d'Israël et 25% celle de la France.

Dacko considéra sérieusement l'idée d'annuler le monopole qu'il donnait à Israël dans le commerce des diamants. Dans un télégramme du 21 novembre 1963, Eytan, l'ambassadeur à Paris, écrivit que Dacko s'était plaint à lui que l'un des Israéliens en charge du commerce de diamant le menaçait : s'il ne continuait pas à accorder à Israël un monopole sur les diamants, Israël cesserait de fournir de l'assistance à l'industrie locale. Malgré l'opposition israélienne, la situation économique et la pression française conduisirent Dacko à décider de démanteler ICAD à la fin de 1963. Même ainsi, après le démantèlement de la compagnie conjointe, la RCA continua à être une source importante de diamants pour l'état d'Israël.

L'investissement israélien dans la RCA fut diplomatiquement payant. Le directeur du département sur l'Afrique au ministère des Affaires étrangères envoya l'ambassadeur Ben-Haim le 4 juillet 1963 : « Je ne rejette pas les bénéfices politiques et moraux qui naissent des activités dans la RCA. Je connais et j'apprécie la loyauté illimitée de la RCA dans toutes les questions qui nous concernent et dans tous les tests politiques internationaux. De ce point de vue, l'investissement dans la RCA se justifie sans réserves ».

Dacko continua à concentrer tous les pouvoirs entre ses mains et à persécuter l'opposition. Donc il n'est pas surprenant que dans un télégramme du 6 janvier 1964, envoyé à l'ambassade israélienne à Bangui, on rapporte que Dacko a été élu avec 98% des voix.

Il n'est pas non plus surprenant qu'un tel régime ait créé de l'instabilité. Le 31 décembre 1965, le chef d'état-major de la RCA, Jean-Bedel Bokassa, conduisit un coup d'état militaire et mit en place un autre régime tyrannique qui remplaça celui de Dacko.

Malgré les intimes relations économiques et militaires entre Israël et l'ancien régime de Dacko, Bokassa n'en voulut pas à Israël, parce qu'il voulait aussi un soutien militaire de sa part. Le régime israélien voulait aussi continuer ses affaires comme auparavant, particulièrement puisque sa relation avec Bokassa avait été bien établie pendant son emploi comme chef d'état-major des Forces armées de Dacko et puisque Bokassa était un admirateur fervent de l'état d'Israël.

Dans un cable envoyé par le deuxième ambassadeur israélien à Bangui, Aharon Ofri, le 12 juin 1967, juste après la guerre de 1967, il écrivit que le nouveau dictateur Bokassa était vraiment en pleurs, demandant d'adresser ses meilleurs souvenirs aux IDF, aux ministres Eshkol et Dayan, et il a même donné une contribution financière de 100 000 Francs en présence de Banza [le compagnon de Bokassa dans le coup militaire contre Dacko] qui n'a pas cessé de louer et de glorifier les Forces de défense israéliennes et la justesse de notre guerre. Dans un autre cable du 3 juillet 1967, l'ambassadeur Ofri écrivit que Bokassa avait fait une déclaration à son peuple [lui demandant] d'agir comme Israël et que, devant des novices religieux, il avait parlé du besoin de préserver la paix intérieure de la RCA exactement comme Israël a su comment activer les moyens de préserver la paix dans la région.

Dans un résumé préparé par le ministre des Affaires étrangères d'Israël sur la question des actions des états africains la guerre de 1967, il est écrit que Bokassa était prêt à envoyer ses forces armées pour aider Israël : « Le président a exprimé son soutien entier à Israël et son enthousiasme devant ses victoires. Il était prêt à se porter volontaire pour venir combattre avec nous. Cependant, il a préféré agir secrètement et garantir son aide dans des organisations internationales avec le reste des nations africaines. »

Les Israéliens réfléchissaient rarement à la nature exploitatrice de la relation. Et quand ils les faisaient, c'était dans le contexte des intérêts mondiaux d'Israël.

Après le renversement militaire de Dacko qui amena Bokassa au pouvoir, un télégramme inhabituel de A. Sofer, de l'ambassade israélienne à Bangui (daté du 11 février 1966) transmettait ses réserves personnelles sur l'aide militaire à la dictature en RCA et à d'autres régimes analogues « instables » :

« La requête du président de la RCA alors ? David Dacko ? une unité de sécurité a été établie avec notre assistance, dans l'objectif de défendre le régime si nécessaire ? les derniers renversements militaires, et particulièrement celui qui a eu lieu en Centrafrique, a prouvé que la majorité de ces régimes sont basés sur des fondations instables et qu'il ne peut être question de stabilité ou d'une position permanente avec aucun de ces dirigeants. Dans cette situation se pose la question de la durabilité de nos activités dans le domaine des « services de sécurité » qui pour la majeure partie sont connectés personnellement au président. Je donne comme exemple les développements en RCA, après le renversement, dans lequel des éléments hostiles nous ont exploité les armes israéliennes qui ont été trouvées pour nous identifier avec le régime tyrannique qui est tombé. Je remarque que l'ambassade française n'a pas pris part à cela ? De ce point de vue, à mon avis, de distinguer entre l'assistance en matière de sécurité qui est d'une nature purement souveraine, comme l'entraînement des parachutistes de l'armée congolaise, et l'aide à la sécurité personnelle du président, qui nous lie et nous identifie avec des présidents instables »

À».

Sofer ne pensait pas que l'assistance militaire devait être suspendue, mais qu'on devrait prendre en compte certains critères pour l'accorder :

« Malgr  ce que j'ai dit plus haut, je n'invalide pas nos activités de sécurité dans tous les cas. Il n'y a pas de doute que cette activit  a fait ses preuves dans la plupart des pays dans lesquels nous avons été impliqués. Elle a renforcé notre position, favorisé un flux continu d'informations sur les changements en train de se produire et plus que contribué à limiter les activités et les tentatives de nous saper de la part de ceux qui nous sont hostiles. Cependant, à la lumière des changements qui se sont produits récemment, je crois qu'il est nécessaire de reconsidérer cette question et de déterminer notre entrée dans cette zone sensible à la lumière de critères qui déterminent quand elle est réclamée par nos besoins généraux de sécurité et par le déploiement général de nos forces sur le continent.  »

Comme ces documents historiques le montrent, l'idée que l'état d'Israël et ses citoyens sont uniquement idéalistes et qu'avant l'occupation et à part Netanyahu et ses supporters, ils ont toujours agi pour des motifs purement basés sur des valeurs, ne correspond pas aux faits historiques.

Les documents historiques révèlent plutôt que l'état d'Israël n'était ni meilleur ni pire que la plupart des autres nations.

L' tat d'Israël a toujours agi selon la realpolitik, à partir de considérations économiques, sécuritaires et politiques et a toujours été préparé à exploiter d'autres pays pour poursuivre ses propres intérêts, même au prix d'aider à des violations des droits humains de leurs citoyens. Dans le cas de la République centrafricaine, l'état d'Israël a rejoint la France pour partager le butin et aucun des deux n'a montré de souci pour les souffrances de la population locale à cause de la corruption chronique et de la violence du régime. De fait, ils ont montré du souci principalement pour la poursuite de leurs propres intérêts.

La conception, selon laquelle Israël n'est pas un état à normal à qui agit pour les mêmes motivations que d'autres  tats, signifie qu'Israël et les politiques de son gouvernement ainsi que les problèmes de racisme et de xénophobie de ses citoyens ne peuvent être critiqués comme dans d'autres pays.

Puisque, jusqu'à maintenant, l'état d'Israël a été un fournisseur central d'armes et d'entraînement militaire pour les régimes non-démocratiques du monde entier, défendre l'immunité d'Israël vis- vis des critiques signifie abandonner les citoyens de ces nations, dont les droits ont été violés avec l'aide israélienne. Nous avons vu un exemple de cela dans les années 1980 quand Israël et ses supporters ont argu  que la critique internationale contre Israël qui continuait à armer le régime d'apartheid en Afrique du Sud était injuste et provenait de l'antisémitisme.

Si les supporters de cette idée fausse sont vraiment soucieux de l'avenir de l'état d'Israël et de son caractère moral, ils devraient s int resser aux faits historiques, empêcher la réduction au silence des critiques justes contre Israël et être francs sur ses erreurs et ses crimes. C'est seulement de cette façon, que l'état d'Israël s'améliorera et, si possible,

deviendra l'État qu'ils imaginent.

[1] NAHAL est un acronyme pour « Jeunesse pionnière et combattante ». Il se réfère à une division des Forces de défense israéliennes qui a été créée pour combiner le service militaire avec l'établissement de colonies agricoles et/ou le travail dans ces colonies.

Eitay Mack

Eitay Mack est un avocat israélien spécialisé dans la défense des droits humains et un militant actif pour accroître la transparence et l'examen public des exportations israéliennes en matière de sécurité.

Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine

Source : [Mondoweiss](#)

date créée
2020/07/27